

privées assurent leur expansion à l'heure actuelle. Le 5 juin, à la Chambre des communes, lorsqu'il a proposé un amendement à la loi sur la taxe d'accise, il était d'avis que l'entreprise privée dépense trop d'argent (les dividendes non déclarés) au chapitre de l'expansion (les investissements).

M. HERRIDGE: Je prends la parole pour un fait personnel. J'ai appuyé les arguments, solides à mon sens, que M. Green a invoqués en faveur de la réduction de la capitalisation demandée par la société, parce qu'il estime que cette dernière devrait se présenter devant le Comité à intervalles réguliers et pas trop espacés.

M. BYRNE: Quoi qu'il en soit, ils appuient le projet d'amendement et partagent sans doute les mêmes vues. Un membre du Comité a déjà fait observer que la présence ici d'un si grand nombre de libéraux donne à penser qu'il s'agit d'un bill d'initiative ministérielle. Les libéraux ont tendance à apporter à l'examen des choses un esprit ouvert au progrès, mais aussi à être du même avis. M. Herridge a dit que l'entreprise libre ne devrait pas affecter aux investissements les dividendes accumulés, c'est-à-dire les dividendes non déclarés. Nous comprenons tous que les investissements sont tout aussi importants pour les particuliers, je veux dire les salariés, que les salaires qu'on leur verse. Sans les investissements, notre niveau de vie ne peut rester élevé et encore moins s'améliorer. M. Herridge disait: "Si les sociétés étaient tenues d'assurer leur expansion grâce à l'apport de nouveaux capitaux, la richesse serait, dans une certaine mesure, plus diversifiée et appartiendrait à un plus grand nombre de personnes." Il se trouve ici en situation de voter contre une entreprise qui demande au Comité, bien légitimement, de relever sa capitalisation de quelque 50 millions.

J'ai la plus haute estime pour les membres du conseil municipal de Vancouver, particulièrement ceux que je connais intimement. Cependant, je ne pense pas que le conseil municipal de Vancouver représente les vues de toute la Colombie-Britannique. Vancouver, ne l'oublions pas, est, jusqu'à un certain point, le centre qui dessert toute la partie industrielle de la Colombie-Britannique. On y dispose d'installations assez bonnes pour ce qui est du téléphone. Ainsi, on y possède les téléphones automatiques, tandis que nous, de l'arrière-pays, devons nous contenter d'un service qui laisse beaucoup à désirer.

Pendant les vacances de Pâques, j'ai rendu compte de mon activité à mes commettants. Depuis mon retour, M. Herridge a donné lecture d'une partie du discours que j'ai prononcé au cours de ces vacances. J'oublie quelle était exactement la partie qu'il a citée, mais cela indique qu'il a pris connaissance du discours dans lequel je me prononçais en faveur du bill tendant à accroître la capitalisation de la *British Columbia Telephone Company* de 50 millions, pour la porter à 75 millions. Le compte rendu de mon discours a été publié dans les journaux locaux, y compris le *Nelson News*, journal à très fort tirage. Depuis, aucune municipalité ni aucun autre organisme...

M. GREEN: Puis-poser une question ?

M. BYRNE: ... n'a dénoncé mon attitude relativement à cette capitalisation accrue.

M. GREEN: Puis-je poser une question à ce sujet ? Plusieurs de vos abonnés sont desservis par la *Kootenay Telephone Company*, qui n'a rien à voir à la société ici en cause.

M. BYRNE: C'est une filiale.

M. GREEN: C'est une société affiliée, et elle ne demande pas d'accroissement de capital. La majorité de vos gens ne sont pas intéressés dans cette affaire.

M. BYRNE: L'initiative est de nature à améliorer tout le réseau et nous sommes persuadés que l'ensemble de la Colombie-Britannique en bénéficiera énormément. Au cours des deux prochaines années, la Colombie-Britannique va enregistrer une expansion d'au moins un milliard de dollars au chapitre des immobilisations. Une expansion d'un milliard de dollars représente une forte somme. Cela signifie l'aménagement de nouvelles installations auxquelles il faudra assurer le service du